

20 ANS D'ACTION COLLECTIVE

RAPPORT ANNUEL 2018



PROTECTION
international





VISION

Nous aspirons à un monde dans lequel les droits humains et les libertés fondamentales sont respectés par tous, tout en étant protégés et réalisés par les personnes responsables.



MISSION

Notre contribution à ce monde consiste à faire en sorte que tous ceux qui défendent les droits humains puissent le faire sans crainte de menaces ou d'attaques.



APPROCHE

Nous soutenons les femmes et hommes défenseur·e·s des droits humains (F/DDH) pour qu'ils assurent leur protection grâce à une approche globale, collective et sur le long terme, appliquée à tous les contextes où nous travaillons.

Notre approche repose sur trois piliers :

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Donner aux défenseur·e·s les moyens de gérer eux-mêmes ou elles-mêmes leur propre protection.

POLITIQUES PUBLIQUES

Promouvoir le respect par les autorités étatiques de leur obligation de protéger.

PARTIES PRENANTES

Inciter les individus et institutions ayant un intérêt positif pour la protection des défenseur·e·s des droits humains à faire plus ou mieux, et ceux ayant un intérêt négatif à respecter les droits des F/DDH.





TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-------------|
| Lettre de Protection International | P. 8 |
| Conseil d'administration et Equipe de gestion | P.10 |
| Où travaillons-nous ? | P.11 |
| S'engager auprès de nos partenaires et réseaux | P.13 |
| Célébrer 20 ans de protection des défenseur-e-s des droits humains | P.16 |
| Zoom sur les publications 2018 de Protection International | P.19 |
| Protection des défenseur-e-s des droits humains grâce aux politiques publiques : The Time is NOW | P.20 |
| Criminalisation Series n°3 : La criminalisation du mouvement la Lucha en RD Congo | P.22 |
| Une approche collective de la protection des défenseur-e-s des droits humains | P.24 |
| Protection collective des défenseur-e-s du droit à la terre en Colombie : Le cas des peuples autochtones Nasa | P.25 |
| Asie du Sud-Est | P.26 |
| Le pouvoir collectif : Échange régional entre défenseur-e-s thaïlandais-e-s et indonésien-ne-s | P.27 |
| L'art comme résistance - Femmes défenseures des droits humains et patchworks cousus main | P.29 |
| Prévenir les menaces à la sécurité numérique contre les défenseur-e-s au Cambodge | P.30 |
| For Those Who Died Trying : un album musical à la mémoire des défenseur-e-s des droits humains thaïlandais-e-s | P.32 |
| Afrique | P.33 |
| Femmes défenseures des droits humains en République démocratique du Congo : une étude de cas | P.31 |
| Gestion de la sécurité pour une protection à long terme en Afrique du Sud | P.35 |
| Introduction à la sécurité numérique pour la Fondation Panzi en République démocratique du Congo | P.36 |
| La lutte continue pour la libération de Germain Rukuki au Burundi | P.37 |
| Amérique Centrale et Amérique du Sud | P.39 |
| « Somos Como Tú » : ces invisibles qui se battent pour leurs terres et la vie en Colombie | P.40 |
| Défendre le droit à la terre : des communautés autochtones guatémaltèques rencontrent les décideurs européens | P.42 |
| Bâtir des ponts pour une meilleure protection des défenseur-e-s des droits humains : Mission internationale d'observation à Cauca, en Colombie | P.44 |
| Rapport financier | P.47 |
| Nos donateurs et partenaires | P.49 |



ALLER DE L'AVANT ENSEMBLE ET DANS LA SOLIDARITÉ

LETTRE DE PROTECTION INTERNATIONAL

En 2018, Protection International a célébré les **20 ans** de [la Déclaration des Nations Unies sur les défenseur-e-s des droits humains](#) avec les États, la société civile et les femmes et hommes défenseur-e-s des droits humains (F/DDH) concernés par la sécurité et la protection des défenseur-e-s des droits humains en danger. La Déclaration, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion du 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, **affirme le droit de chacun à promouvoir et protéger les droits humains.**

Le 20e anniversaire de la Déclaration intervient à un moment où nous assistons à **des violations sans précédent envers les droits humains.** Dans le monde entier, les États ont adopté et appliqué des lois et des politiques qui **restreignent l'espace de la société civile.** Les défenseur-e-s des droits humains continuent d'être confrontés à toute une série de menaces et d'attaques visant à les dissuader de défendre leurs causes - de la stigmatisation, du harcèlement judiciaire et de la criminalisation, à la surveillance, aux attaques en ligne, à la violence physique, aux meurtres et aux disparitions.

L'éthique de Protection International est de travailler aux côtés des défenseur-e-s des droits humains pour qu'ils se protègent, de les mettre en relation avec d'autres défenseur-e-s et acteurs et actrices de la protection qui les soutiennent dans leur travail en faveur des droits humains et de travailler avec eux pour créer un environnement au sein duquel chacun peut jouir du droit de promouvoir et protéger les droits humains. Protection International travaille avec les défenseur-e-s des droits humains à plusieurs niveaux local, national, régional et international. **Notre objectif est de tirer des leçons de chacun des contextes dans lesquels nous travaillons** et de faciliter l'apprentissage entre les différents contextes et régions afin que les défenseur-e-s autour du globe puissent apprendre des stratégies et pratiques des uns et des autres.

Le travail en faveur des droits humains n'est pas le fait de « héros » individuels, mais de personnes ordinaires qui se rassemblent autour d'une cause en faveur des droits humains. **Les communautés, les collectifs, les réseaux et les mouvements locaux sont une partie essentielle du mouvement mondial des droits humains.**

Reconnaissant l'importance de la protection collective, nous avons lancé la campagne **#CommunitiasareHRD** (« les communautés sont des F/DDH ») pour souligner l'aspect collectif des luttes et des réalisations en matière de droits humains.

Protection International a pour vocation de soutenir et renforcer la sécurité et la protection des défenseur-e-s des droits humains à travers le monde. Nous cherchons à le faire de manière **collaborative**, par le biais de partenariats avec des groupes et des organisations de la société civile, et de manière réfléchie, en **nous interrogeant sur l'impact de nos pratiques sur la vie des défenseur-e-s.**

En 2018, PI est devenu membre de deux réseaux de plaidoyer basés à Bruxelles et de la campagne Defenders in Development. Nous avons renouvelé notre engagement envers ProtectDefenders.eu et nous nous sommes joints au Sommet mondial des défenseur-e-s des droits humains de Paris 2018, réunissant 150 défenseur-e-s des droits humains et acteurs de la protection venus du monde entier. Nous avons également publié une évaluation des mécanismes de protection existants et avons beaucoup investi dans la recherche et la promotion d'une approche collective de la protection.

Les membres fondateurs de PI sont partis d'une idée simple mais innovante : la recherche et le développement d'outils et de tactiques pour la protection des F/DDH en danger. Nous sommes profondément reconnaissants envers nos partenaires, collaborateurs, conseillers, donateurs, membres du conseil d'administration et employés - passés et présents - qui ont tant contribué à notre apprentissage et à notre croissance.

Restez informés et ne manquez pas nos futures avancées. Nous ne manquerons pas de les partager avec vous au fur et à mesure qu'elles se développent.

En solidarité,

Alice Nah
Présidente,
Conseil d'administration

Liliana De Marco Coenen
Directrice exécutive



CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉQUIPE DE GESTION

Alice NAH, *présidente*

Alice Nah est maître de conférence au Center for Applied Human Rights de l'Université de York, au Royaume-Uni. Alice mène des recherches sur la sécurité et la protection des défenseur.e.s des droits humains en danger, ainsi que sur l'asile et les migrations en Asie. Elle dirige un projet de recherche international qui examine comment les défenseur.e.s des droits humains gèrent les risques, la sécurité et bénéficient d'un soutien en matière de protection dans différents pays.

Patrick DECOODT, *trésorier*

Patrick Decoodt a développé une longue carrière dans le domaine du commerce international, en Belgique et à l'étranger, grâce à laquelle il a acquis une expertise dans la gestion de transition organisationnelle. Auparavant, il a exercé en tant que consultant indépendant pour diverses PME, notamment des organisations culturelles, des entreprises sociales et des organisations à but non lucratif.

Gitahi GITHUKU, *membre*

Gitahi Githuku est un défenseur des droits humains kenyan ayant travaillé avec diverses organisations nationales et régionales de défense des droits humains pendant plusieurs années. Depuis 2014, il travaille avec le American Jewish World Service (AJWS) basé à Nairobi, en se concentrant sur les programmes relatifs aux ressources naturelles et aux droits en matière de santé sexuelle.

Liesbeth MONDEN, *membre (jusque mai 2018)*

Liesbeth Monden est avocate au barreau de Bruxelles et possède une expertise en droit de l'immigration, droit de la famille, droit pénal et droit des mineurs. Elle est également membre du conseil d'administration de Memisa Belgique, une organisation à but non lucratif axée sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé dans le monde entier.

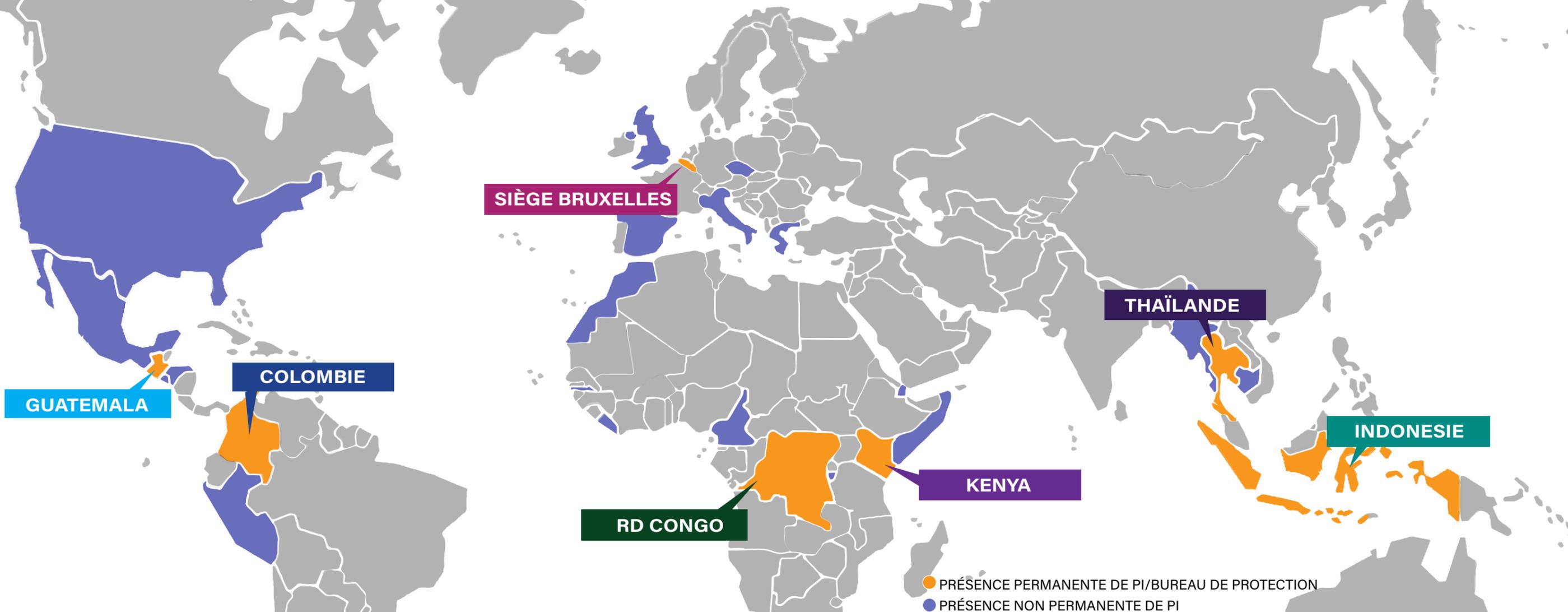
Marusia LÓPEZ, *membre*

Marusia López est une féministe mexicaine qui compte près de deux décennies d'expérience au sein d'organisations locales, nationales et internationales de défense des droits humains. Elle est actuellement associée principale sur les questions de protection globale pour les femmes défenseuses des droits humains au sein de l'organisation Just Associates (JASS) au niveau mondial.

Liliana DE MARCO COENEN, *directrice exécutive*

Liliana De Marco Coenen a rejoint Protection International en 2014 et en est devenue la directrice exécutive en 2016. Avec l'Equipe de gestion internationale, elle est responsable de la direction stratégique et de la mise en œuvre du mandat de PI dans différentes régions. Liliana est une passionnée de justice sociale et fonde ses responsabilités sur sa vaste expérience en matière de plaidoyer et recherche liés aux problématiques des droits humains. Elle possède un Master en droit international des droits humains de l'Université d'Essex, au Royaume-Uni.

OÙ TRAVAILLONS-NOUS ?



IN 2018, **PROTECTION INTERNATIONALE (PI) A ACCOMPAGNÉ**

32
communautés
autochtones et
locales

DANS
24
pays

AIDÉ
54
organisations de
la société civile
(œuvrant principalement
dans les domaines
des droits humains, de
l'accaparement des terres
et de l'environnement)

SOUTENU
plus de
60
personnes grâce
à notre cours en
ligne

ET FORMÉ
2697
activistes et défenseur-e-s
des droits humains.

S'ENGAGER AU PRÈS DE NOS PARTENAIRES ET RÉSEAUX

CONSULTANCE DE NOS EXPERTS EN PROTECTION

Le soutien de Protection International aux partenaires de pays où nous n'avons cependant pas une présence permanente a continué de croître en 2018. Notre personnel des bureaux de protection et du pool d'experts a fourni des **prestations de service de consultance sur la sécurité préventive et la gestion de la protection à 23 partenaires** dans le monde entier et a commencé à travailler sur plusieurs prestations qui se poursuivront en 2019.

Par exemple, malgré l'hostilité du gouvernement nicaraguayen et la répression à l'encontre des défenseur·e·s des droits humains, PI a pu aider **cinq organisations nicaraguayennes**, notamment des organisations de peuples autochtones, féministes et LGBTQI+, à élaborer leurs propres protocoles de sécurité et de protection.

Protection International a soutenu un certain nombre d'organisations partenaires de Bread for the World (BftW) touchées par la crise dans les provinces du nord et du sud-ouest du **Cameroun**. Les facilitateurs de PI ont apporté un soutien essentiel dans l'élaboration de plans d'action de protection à court et à moyen terme dans la perspective des élections présidentielles d'octobre 2018, ainsi que dans la réévaluation des protocoles de sécurité à la suite des élections et de la détérioration rapide du contexte sécuritaire du pays.

Dans le cadre de leur soutien continu à la **Goldman Environmental Foundation**, les équipes de PI ont été ravies d'aider leur lauréate du prix 2016, M^{ax}ima Acuña, ainsi que sa famille, à évaluer les menaces et les risques auxquels elle est confrontée en tant que femme défenseuse des droits humains. PI les a

également aidés à définir des étapes et des mesures de sécurité visant à renforcer les capacités de Mme Acuña et de sa famille à faire face à de tels risques et à améliorer sa protection.

PI a également apporté son soutien à quatre organisations de la société civile en Birmanie (**Myanmar**), qui travaillent sur les différentes situations de conflit liées à l'accès à la terre et à l'extraction de ressources naturelles, ainsi que sur les conflits violents entre l'armée et plusieurs groupes ethniques armés.

En juin 2018, PI a participé à la **formation annuelle sur la sûreté et la sécurité des F/DDH dispensée par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)**. Les participants venaient des États-Unis, du Canada et de pays d'Europe occidentale, où les espaces réservés à la société civile se sont progressivement rétrécis et détériorés ces dernières années. Leur formation portait sur les problèmes liés à leur sécurité lors du suivi des droits humains dans des environnements de plus en plus hostiles ou à risques.

Enfin, les experts de Protection International ont également aidé le personnel de People In Need (PIN) du Centre for Human Rights basé en **République Tchèque** à élaborer des plans et des protocoles de sécurité adaptés aux contextes nationaux et aux situations d'urgence.

PI MEMBRE DE PLUSIEURS RÉSEAUX

Pour PI, le processus de soutien aux défenseur·e·s des droits humains serait incomplet sans l'utilisation du pouvoir des réseaux et sans favoriser les mouvements intersectoriels par le biais de la constitution d'alliances. Pour cette

raison, PI est un membre actif de différents réseaux, tant au niveau des pays où sont basés nos bureaux de protection, qu'au niveau international, principalement à Bruxelles.



PI fait partie de [ProtectDefenders.eu](https://protectdefenders.eu) - le mécanisme de l'UE pour les défenseur·e·s des droits humains.



European network for central africa

En 2018, PI est officiellement devenu membre de réseaux de plaidoyer géographiquement ciblés, [le Réseau européen pour l'Afrique centrale](#) (EurAc), pour la région des Grands Lacs africains et [EU-LAT](#) pour l'Amérique Centrale et Latine.



PI fait partie du [Human Rights and Democracy Network](#) (HRDN), un groupe informel opérant au niveau de l'UE dans les domaines plus généraux des droits humains, la démocratie et la prévention des conflits.



Dans le cadre de ses travaux sur les entreprises et les droits humains, PI est également membre de la campagne [Defenders in Development](#). Pilotée par [la Coalition pour les droits humains dans le développement](#), la campagne cherche à remettre en cause le paradigme de développement actuel en s'engageant dans le renforcement des capacités et une action collective pour faire en sorte que les communautés et les groupes marginalisés aient voix au chapitre concernant les projets de développement.



CÉLÉBRER 20 ANS DE PROTECTION AVEC LES DÉFENSEUR·E·S DES DROITS HUMAINS

Au cours de l'année qui a marqué le **20e anniversaire** de [la Déclaration des Nations Unies sur les défenseur·e·s des droits de l'homme](#), Protection International a décidé de faire un pas en avant pour la protection des défenseur·e·s des droits humains et a appelé à la reconnaissance cruciale de la dimension collective du travail pour les droits humains.

Vingt ans après l'adoption de la Déclaration, le monde a continué à subir des violations sans précédent à l'encontre des droits humains, résultant en un environnement de plus en plus hostile pour les défenseur·e·s. Dans un contexte de campagnes de diffamation contre les F/DDH qui légitiment leurs attaques et favorisent l'impunité, PI contribue à modifier le discours sur les défenseur·e·s des droits humains, afin de **mieux reconnaître l'aspect collectif de leur travail et de leurs réalisations.**

LES COMMUNAUTÉS SONT DES F/DDH!

Sous le slogan et le hashtag de la campagne **#CommunitiesareHRDs** (« **Les communautés sont des F/DDH** »), PI a appelé tous les acteurs, en particulier les décideurs politiques, à mieux comprendre et soutenir une approche collective du travail pour la défense des droits humains.

Il y avait trois objectifs principaux au cœur de cette campagne : **habiliter les défenseur·e·s, en particulier les femmes défenseuses à devenir des sujets actifs de leur propre protection**, de sorte que les communautés soient informées et se mobilisent afin de changer le discours dominant concernant la défense des droits, en plaidant en faveur de **l'intégration d'une approche collective de la protection dans les politiques publiques nationales et internationales**, et en mobilisant les ONG, les donateurs et les décideurs politiques à **endosser ce discours sur l'approche collective**. L'objectif général est donc de changer le discours individualiste sur les F/DDH et sensibiliser à la Déclaration des Nations Unies.



COMMUNITIES
ARE HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Le terme « **communautés** » désigne les **groupes collectifs au sens large, c'est-à-dire les groupes qui luttent ensemble pour le droit de défendre les droits humains.** Des groupes sociaux vivant ensemble, des coalitions se rassemblant autour de **problèmes spécifiques ou d'organisations ou de mouvements de la société civile en sont des exemples.**



POUR UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT COLLECTIF

L'année 2018 a été une année de célébration pour un certain nombre de communautés engagées dans la défense des droits humains dans le monde entier. En janvier, les [SOLIDAR Silver Rose Awards](#) ont décerné le Prix Organising International Solidarity Award au syndicat colombien

Sintraimaigra, en reconnaissance

de son travail en faveur des femmes employées de maison qui luttent contre la discrimination, l'absence de droits du travail et les violences commises sur le lieu de travail.

Plus tard en mai, le mouvement citoyen **La Lucha** de la République démocratique du Congo et **la Resistencia Pacífica de la Región de Ixquisís**

(Résistance pacifique de la microrégion d'Ixquisís) au Guatemala

ont respectivement reçu les prix régionaux de [Front Line Defenders pour l'Afrique et les Amériques](#). En juin, quatre organisations locales nord-américaines

ont reçu le [Prix Robert F. Kennedy des droits humains](#) : **March for Our Lives, United We Dream, Color of Change** et

March for Our Lives, United We Dream, Color of Change

International Indigenous Youth Council. En outre, en 2018, le [Prix Sakharov du Parlement européen](#) a nommé de nombreuses **ONG, y compris l'ONG** sud-africaine **AfriForum**, ainsi que **les ONG se consacrant au sauvetage des migrants traversant la mer Méditerranée**.

Bien qu'il ne s'agisse que de quelques temps forts, ces exemples montrent à quel point les récompenses sont des instruments puissants pour sensibiliser le public aux situations critiques des F/DDH, en particulier dans un contexte où les F/DDH sont de plus en plus criminalisés et menacés. Cependant, la plupart des prix des droits humains dans le monde conservent une perspective individualiste plutôt qu'une approche collective, reconnaissant notamment les différentes communautés qui constituent de nombreuses organisations locales de droits humains.

Comme contribution au développement de ces prix, PI a pris des mesures pour encourager la nomination d'un nombre plus important de mouvements collectifs et communautés. Dans le cadre de sa campagne, PI est directement entré en contact avec des entités attribuant des prix tels que le Prix Aurora et le Robert F. Kennedy Centre for Justice and Human Rights, les félicitant de reconnaître la dimension collective du travail de défense des droits humains.

« En mettant en lumière uniquement les réalisations emblématiques de F/DDH individuel-le-s, nous les rendons souvent plus vulnérables en affaiblissant leur lien avec leur groupe, en les exposant en tant qu'individus et en augmentant la pression sur leurs épaules.

C'est pourquoi PI préconise que les acteurs de la protection aillent au-delà des figures héroïques des F/DDH individuels et encouragent les récompenses collectives des droits humains qui renforcent les communautés, les organisations et les mouvements ».

LILIANA DE MARCO COENEN
DIRECTRICE DE PI

SENSIBILISATION À LA PROTECTION DES F/DDH

En touchant plus de 40,000 personnes via nos plateformes en ligne, notre campagne « Les communautés sont des F/DDH! » a mis en avant le message selon lequel le travail en faveur des droits humains n'est pas réalisé par des « héros », mais par des personnes ordinaires rassemblées autour d'une même cause, la défense des droits humains. Parmi les différentes cause défendues, deux sont devenues centrales pour la campagne de PI : celle qui s'intitule « **Somos Como Tú** » (« Nous sommes comme toi ») et une autre dénommée « **For Those Who Died Trying** » (« Pour ceux qui ont péri en essayant »). En effet, en octobre 2018, le [Sommet mondial des défenseur-e-s des droits humains](#) s'est tenu pour célébrer le 20e anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les F/DDH. À cette occasion, Protection International a présenté ces [deux projets](#) cités plus haut sous la forme d'expositions photographiques¹. Tandis que « Somos

Como Tú » raconte l'histoire de cinq communautés paysannes en Colombie reconstruisant leur mémoire collective au lendemain de l'Accord de paix, l'exposition « For Those Who Died Trying » expose la criminalisation et la violence subies par les F/DDH en Thaïlande. Deux projets différents provenant de deux continents différents, mais tous deux plaidant pour la paix et la justice et illustrant l'enjeu collectif présent dans tout travail en faveur des droits humains.

En outre, en 2018, PI a rejoint l'initiative « [I Defend Rights](#) » (« Je défends les droits »), dirigée par le [Norwegian Human Rights Fund](#) et la plate-forme en ligne [Memria](#). L'initiative vise à changer le discours autour des F/DDH en recueillant les témoignages sonores de celles et ceux qui sont en première ligne pour la défense des droits humains.

RECHERCHE ET PLAIDOYER POUR UNE APPROCHE COLLECTIVE

Dans le cadre de la campagne « Les communautés sont des F/DDH! », deux publications ont mis en lumière la nécessité pour les politiques publiques d'intégrer une approche collective de la protection et de faire refléter la dimension collective du travail des défenseur-e-s des droits humains : « [The Time is Now ! Des politiques publiques efficaces pour le droit de défendre les droits humains](#) » et « [Protection collective des défenseur-e-s des droits humains : une approche collective au droit de défendre les droits humains](#) »².

La première publication se penche sur la nécessité urgente de recourir à des politiques publiques adoptant une approche préventive et prenant en compte les éléments structurels de la protection des F/DDH. La seconde publication identifie un certain nombre de problèmes découlant de l'individualisation prédominante des F/DDH et donne une idée des mesures et actions clés à prendre lors de l'élaboration de stratégies de protection collective avec des communautés ou des groupes de défenseur.e.s.

En septembre 2018, PI a organisé deux événements qui ont lancé le débat sur la protection collective. En collaboration avec le [Réseau européen pour l'Afrique centrale \(EurAc\)](#) et avec le soutien de l'eurodéputée Marie Arena, PI a organisé la **conférence publique** « [La criminalisation du mouvement citoyen la Lucha en RD Congo](#) ». Plus tôt ce même mois de septembre, PI a organisé une réunion informelle sur les [procédures de plainte des Nations Unies pour les défenseur-e-s des droits humains, en décrivant leurs opportunités et leurs limites](#). La discussion visait à créer un espace d'échange et contribuer à l'amélioration des mécanismes de protection des F/DDH aux niveaux international et national. Comme intervenante principale, PI a invité Mme **Jannica Spannagel**, chercheuse associée au [Global Public Policy Institute](#), à présenter les principaux résultats de sa recherche sur le processus et l'impact de ces procédures de plainte devant le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

(1) Pour plus d'informations sur les expositions, veuillez consulter les pages 32 et 40 de ce rapport.
(2) Pour plus d'informations sur ces publications, veuillez-vous reporter aux pages 20 et 24.

ZOOM SUR LES

PUBLICATIONS

2018 DE PROTECTION

INTERNATIONAL



PROTECTION DES DÉFENSEUR·E·S DES DROITS HUMAINS GRÂCE AUX POLITIQUES PUBLIQUES : THE TIME IS NOW

Les défenseur·e·s des droits humains jouent un rôle fondamental pour la promotion de la démocratie, de l'égalité et de la justice. Cependant, ils et elles continuent d'être stigmatisé·e·s, harcelé·e·s, criminalisé·e·s et assassiné·e·s sur le continent américain ainsi qu'à travers le reste du monde. Les normes internationales des droits humains, telles que la [Déclaration des Nations Unies sur les F/DDH](#), exhortent les États à **mettre en œuvre des mesures pour protéger efficacement les défenseur·e·s et créer un environnement favorable dans lequel le droit de défendre les droits humains peut être exercé sans craindre les menaces et les attaques.** Toutefois dans la pratique, peu de gouvernements respectent de telles normes et prennent de telles mesures. Face à des situations de plus en plus hostiles auxquelles les F/DDH font face, Protection International et le [Centre pour la Justice et le Droit International](#) (CEJIL) ont réuni leurs compétences en publiant l'étude « [The Time is NOW ! Des politiques publiques efficaces pour le droit de défendre les droits humains](#) ». Cette publication analyse comment, malgré le nombre croissant de normes internationales sur la protection des F/DDH, les modèles de protection mis en œuvre par les États sont

principalement axés sur des réponses réactives à des cas individuels de F/DDH en danger, ignorant les actions préventives et les changements structurels nécessaires pour garantir un environnement sûr

et favorable pour tous les F/DDH.

S'appuyant sur leurs expériences de terrain, PI et CEJIL réfléchissent à la nécessité d'adopter des politiques publiques globales pour s'attaquer au problème structurel des menaces et des attaques contre les F/DDH, et formulent des propositions pour rendre ces politiques plus efficaces en assurant la participation des F/DDH à l'élaboration de ces politiques et en prenant en compte les besoins individuels et collectifs spécifiques des groupes de F/DDH.

« Il existe une nécessité immédiate de revoir intégralement les mécanismes dits de protection, qui devraient tout d'abord être transformés en politiques publiques puis faire l'objet d'évaluations rigoureuses de leurs atouts, mais également de leurs lacunes et limites ».

ENRIQUE EGUREN,
Expert à PI et auteur de
« The Time is NOW »



Tout au long de l'année 2018, PI et CEJIL ont présenté cette publication dans neuf pays différents, en Colombie, au Honduras, au Guatemala, en Suisse, au Pérou, au Mexique, aux États-Unis et en Allemagne. Lors de ces événements, défenseur·e·s des droits humains, organisations de la société civile et décideurs politiques ont eu l'occasion de discuter collectivement sur le sujet et de comprendre la nécessité d'aborder la protection des défenseur·e·s des droits humains sous l'angle des politiques publiques.

CRIMINALISATION SERIES N°3 : LA CRIMINALISATION DU MOUVEMENT LA LUCHA EN RD CONGO

En septembre 2018, Protection International a publié le troisième rapport de sa série sur la criminalisation, intitulée « [La criminalisation des mouvements sociaux - Le cas du mouvement La Lucha en République démocratique du Congo](#) ». Disponible en **français**, cette publication fait partie d'une série de rapports qui étudient des cas concrets mettant en lumière la criminalisation des défenseur·e·s des droits humains dans différents pays et contextes.

En se concentrant sur le cas de la Lucha, le rapport expose les conséquences du processus de criminalisation auxquelles sont confrontés quotidiennement les défenseur·e·s des droits humains en RD Congo. **Depuis ses débuts en 2012**, la Lucha est la cible de stratégies de criminalisation agressives consistant principalement en des arrestations et détentions arbitraires, les deux s'appuyant sur un long processus de stigmatisation à l'égard du mouvement. Le taux de criminalisation s'est accru de façon notable après que la Lucha a commencé à manifester contre le régime du président Kabila et à plaider en faveur d'élections libres et transparentes et d'une transition démocratique.

La publication analyse comment la criminalisation affecte directement à la fois les membres de la Lucha et ceux qui soutiennent le mouvement. En outre, le rapport souligne l'impact de la criminalisation sur d'autres mouvements sociaux et organisations de la société civile congolais. De plus, il examine les principales contre-stratégies utilisées par les F/DDH pour faire face à cette criminalisation et inclut d'importantes recommandations aux autorités nationales.

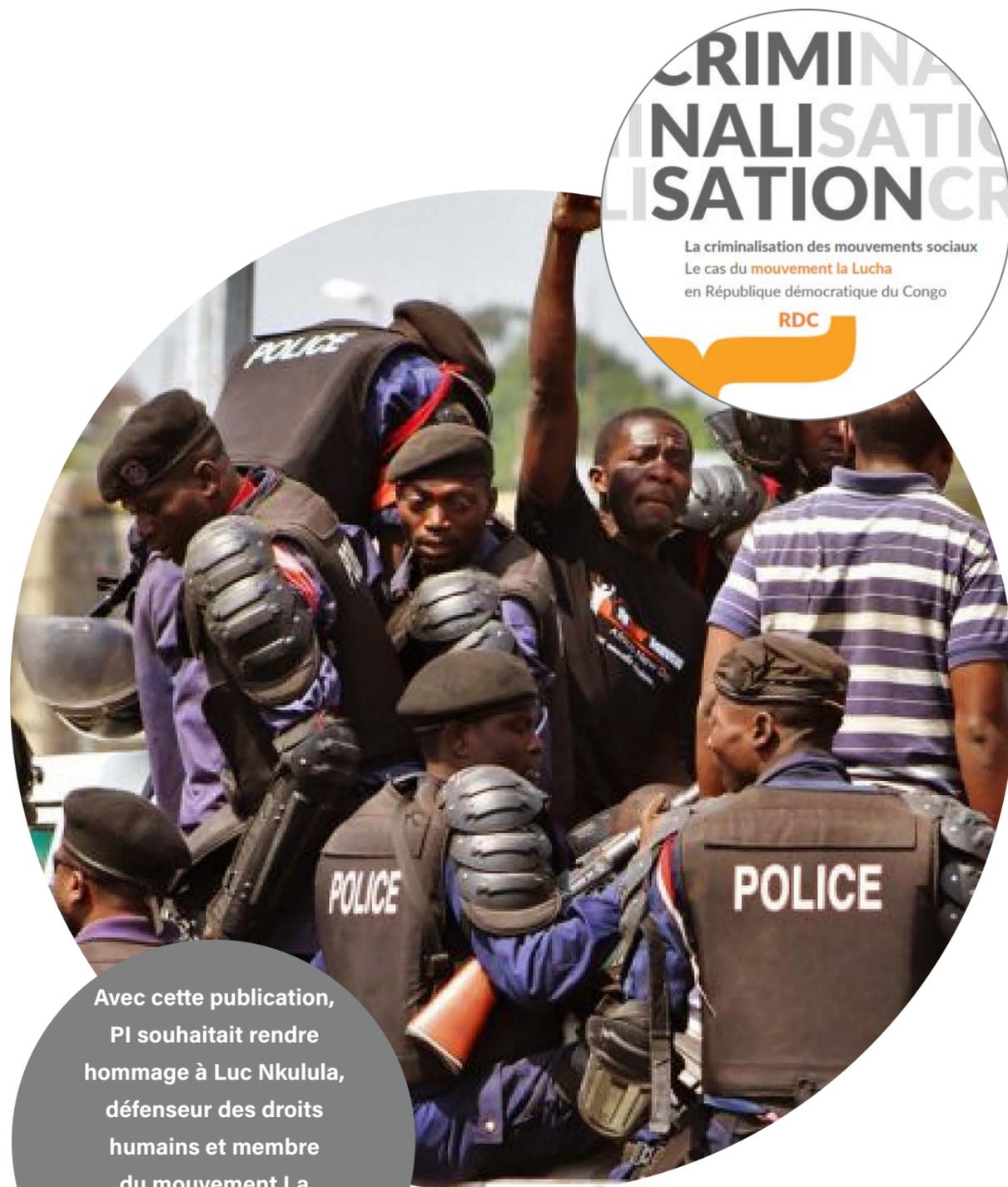
Fondée par la jeunesse congolaise, la Lutte pour le changement (la Lucha) se définit comme un mouvement non violent et politiquement indépendant qui milite pour la justice sociale en RDC, traitant des problèmes comme le chômage ou l'accès à l'eau et à l'électricité. Leurs actions comprennent des marches non violentes, des sit-in, des appels à la mobilisation de la communauté - le « Salongo » - et des campagnes de sensibilisation.

En septembre 2018, Protection International et le [Réseau européen pour l'Afrique centrale \(EurAc\)](#), avec le soutien de l'eurodéputée Marie Arena, ont organisé une conférence publique au Parlement européen pour présenter ce rapport sur la Lucha aux décideurs clés. L'évènement a réuni des représentants du mouvement de la Lucha, de la Commission européenne et de plusieurs organisations de la société civile. PI a profité de cet évènement pour présenter publiquement ses principales recommandations afin de contribuer au développement de ressources et de bonnes pratiques en faveur des F/DDH en danger en RD Congo.

(3) Le terme swahili « Salongo » désigne principalement les travaux d'assainissement communautaires,



CRIMINALISATION SERIES N°3 : LA CRIMINALISATION DU MOUVEMENT LA LUCHA EN RD CONGO



CRIMINALISATION
CRIMINALISATION
CRIMINALISATION

La criminalisation des mouvements sociaux
 Le cas du mouvement **la Lucha**
 en République démocratique du Congo

RDC

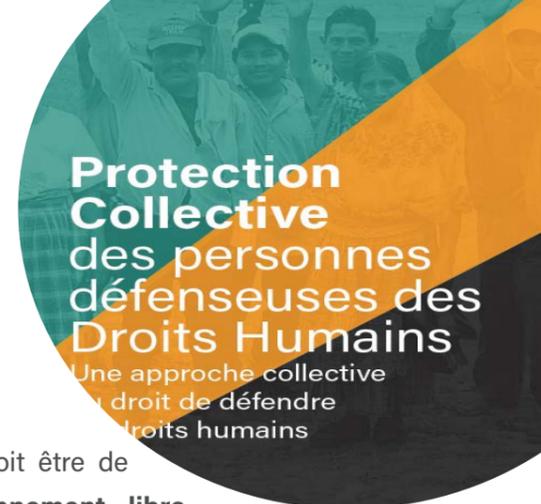
Avec cette publication, PI souhaitait rendre hommage à Luc Nkulula, défenseur des droits humains et membre du mouvement La Lucha, décédé dans des circonstances tragiques le 10 juin 2018.

UNE APPROCHE COLLECTIVE DE LA PROTECTION DES DÉFENSEUR·E·S DES DROITS HUMAINS

En décembre 2018, Protection International a publié « [La protection collective des défenseur·e·s des droits de l'homme : une approche collective du droit de défendre les droits humains](#) ». Cette publication, l'élément phare de notre campagne « Les communautés sont des F/DDH! », vise à contribuer à **un changement quant aux récits individualistes dominants sur la protection des F/DDH**. Pour que la protection soit efficace, durable et touche un plus grand nombre de défenseur·e·s des droits humains, il est indispensable de passer à un état d'esprit plus collectif.

Cette publication présente la protection collective comme autant **de stratégies, de mesures et d'actions** visant à protéger à la fois une entité collective (une organisation, une communauté, un groupe) et les individus qui en font partie. La publication décrit également les défis provenant d'une approche individualiste de la protection des F/DDH, ainsi que les raisons pour lesquelles la protection collective est généralement négligée dans les politiques de protection. La publication fournit des recommandations sur la manière de mettre en œuvre une approche collective de la protection au sein des stratégies de protection existantes.

En particulier, elle souligne que la communauté internationale doit proposer des politiques et des mesures visant à protéger les communautés ou les groupes menacés par leurs activités de défense des droits humains.



L'objectif ultime doit être de créer **un environnement libre, favorable et interconnecté permettant à tous les F/DDH d'exercer leur droit de défendre les droits humains (DDDH)**.

Néanmoins, reconnaître et mettre en œuvre une approche collective de la protection ne devrait pas éliminer les cas où une protection individuelle est nécessaire. **La protection individuelle et la protection collective doivent constituer les deux faces d'une même pièce.**



PROTECTION COLLECTIVE DES DÉFENSEUR·E-S DU DROIT À LA TERRE EN COLOMBIE : LE CAS DES PEUPLES AUTOCHTONES NASA

Situées dans la région nord du Cauca en Colombie, les communautés autochtones Nasa sont historiquement victimes de violations massives des droits humains, y compris de massacres, de blocages de nourriture ou des déplacements forcés. Aujourd'hui, les communautés Nasa sont toujours confrontées à la stigmatisation, au harcèlement et à la criminalisation injustifiés en raison de leur travail en faveur des droits humains, notamment en raison de leur lutte pour la protection de leur droit à la terre et de leur territoire.

Malgré leur histoire difficile, ces peuples autochtones font preuve d'un sens aigu du pouvoir de leur identité collective et sont bien conscients de l'impact collectif que ces violations répétées des droits humains commises à leur rencontre ont. En observant les communautés autochtones Nasa, Protection International et son partenaire [Pensamiento y Acción Social \(PAS\)](#) ont pu identifier une approche de protection collective alternative qui méritait qu'on lui donne une attention plus importante.

Lancé en septembre 2018 en espagnol et en anglais, la publication « [Protection collective des défenseur·e-s du droit à la terre et du territoire en Colombie : communautés autochtones et acteurs collectifs. Le cas ACIN](#) », est le résultat d'une étude menée pendant deux ans par PI et PAS, en collaboration avec

À PROPOS DE L'ACIN
L'Association des Cabildos Indigènes du Nord du Cauca (ACIN) est composée de 17 conseils autochtones et représente 120 000 habitants autochtones de la région nord du département du Cauca. L'action de ACIN se concentre sur cinq domaines principaux : l'économie environnementale, peuples et culture, justice et harmonie, communication et relations extérieures pour la vérité et la vie, et la défense de la vie.

L'Association des Cabildos Indigènes⁴ du Nord du Cauca (ACIN)⁵. S'appuyant sur des recherches sur la protection collective et sur l'expérience en matière d'accompagnement de communautés autochtones et rurales, ce document tente de comprendre et d'analyser la manière collective dont les peuples autochtones Nasa élaborent des stratégies et se protègent. Grâce à la fois à des entretiens et des groupes focaux avec des membres des communautés Nasa et des membres de l'ACIN, PI et PAS ont pu se renseigner sur les besoins de ces défenseur·e-s, leurs vulnérabilités, mais également sur leurs **capacités et contre-stratégies** face aux menaces et aux attaques.

En plus de contribuer à une nouvelle approche pour la protection des F/DDH, qui intègre la dimension collective des besoins des peuples autochtones, cette publication vise à modifier la législation colombienne en vue de **la reconnaissance des structures de gouvernance autochtones et de la sauvegarde de leurs droits collectifs**. Les recherches ont également montré la nécessité d'élargir les mécanismes et les mesures de protection afin qu'ils atteignent efficacement les communautés autochtones du nord du Cauca.



ASIE DU SUD-EST



(4) Un Cabildo indigène est une entité publique spéciale dont les membres ont été élus et reconnus dans la communauté.
 (5) En espagnol, Asociación de Cabildos Indígenas del Norte del Cauca.

LE POUVOIR COLLECTIF : ÉCHANGE RÉGIONAL ENTRE DÉFENSEUR·E·S THAÏLANDAIS·E·S ET INDONÉSISIEN·NE·S

Décembre 2018 a marqué **une étape importante pour Protection International**, avec **notre tout premier échange communautaire régional**. Pendant 4 jours dans le sud de la Thaïlande, les défenseur·e·s thaïlandais·e·s de la Southern Peasants Federation of Thailand (SPFT) ont rencontré les défenseur·e·s indonésien·ne·s de six organisations de *buruh tani* (travailleurs agricoles). L'objectif était de **favoriser un échange de connaissances Sud-Sud**, mettant en parallèle des histoires d'espoir et partageant des connaissances sur la défense des droits dans leurs communautés respectives.

Le SPFT se compose de cinq groupes de paysans, à savoir Klongsai, Gao Mai, Nam Daeng, Permsup et Santi (district de Prasaeng), tandis que les groupes agricoles indonésiens venaient des provinces de Java Est, Sumatera Sud, Riau, Sumatera Ouest et Palu.

Dans les deux contextes nationaux, les défenseur·e·s des droits humains issus de ces communautés sont confrontés à l'exploitation de leurs ressources naturelles, avec une augmentation des conflits agraires liés au développement des projets appartenant à l'Etat. Le développement des centrales électriques, des plantations d'huile de palme et des parcs nationaux viole continuellement les droits de ces communautés. Ajoutez à cela la criminalisation des défenseur·e·s des droits humains et l'impunité généralisée, et **l'environnement devient de plus en plus hostile pour les défenseur·e·s en Thaïlande et en Indonésie**.

L'échange a permis aux défenseur·e·s de mettre en lumière leurs réussites ainsi que leurs luttes, et surtout **d'apprendre les uns des autres**. Les membres du SPFT ont montré à leurs compagnons indonésiens comment, grâce à l'application de mesures globales de gestion de la sécurité et de protection, les défenseur·e·s ont contesté les intérêts tant étatiques que privés sur leurs territoires. En conséquence, les SPFT ont mis en oeuvre un développement social et économique durable, répondant à une variété **d'Objectifs de développement durable (ODD)** des Nations Unies, en particulier les ODD 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives), 5 (parvenir à l'égalité des sexes) et 10 (réduire les inégalités).

Le **cas du SPFT est emblématique pour les défenseur·e·s des droits humains en Asie du Sud-Est**, un cas où une approche holistique de sécurité et de protection peut protéger une communauté et un territoire pour les années à venir. C'est cette forte impression que les défenseur·e·s indonésiens ont pu rapporter chez eux.

Pendant 4 jours, les défenseur·e·s ont participé activement à des ateliers, des séances d'information et des repas animés. Les leçons apprises et partagées couvraient un large éventail de sujets, tels que l'utilisation d'actions non violentes renforcées par des connaissances et une protection juridiques accrues, l'autonomisation des femmes à reconnaître leurs droits et le plaidoyer alternatif par l'art. L'échange a permis de construire la solidarité et de resserrer les liens entre les communautés, malgré les différences linguistiques !

Nos équipes en Thaïlande et en Indonésie travaillent en étroite collaboration, analysant régulièrement la situation dans la région et développant et identifiant de nouvelles stratégies préventives pour mieux soutenir les F/DDH. En outre, ils collaborent avec les acteurs locaux, nationaux et régionaux concernés, tels que le Bureau régional du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Est, **la Commission nationale des droits de l'homme en Thaïlande** et la Commission nationale des droits de l'homme (KomnasHam) et **la Commission nationale sur la violence contre les femmes** (Komnas Perempuan) en Indonésie. Des réunions et des ateliers réguliers avec ces institutions visent à identifier des moyens plus créatifs d'exécuter leur mandat de protection des F/DDH.



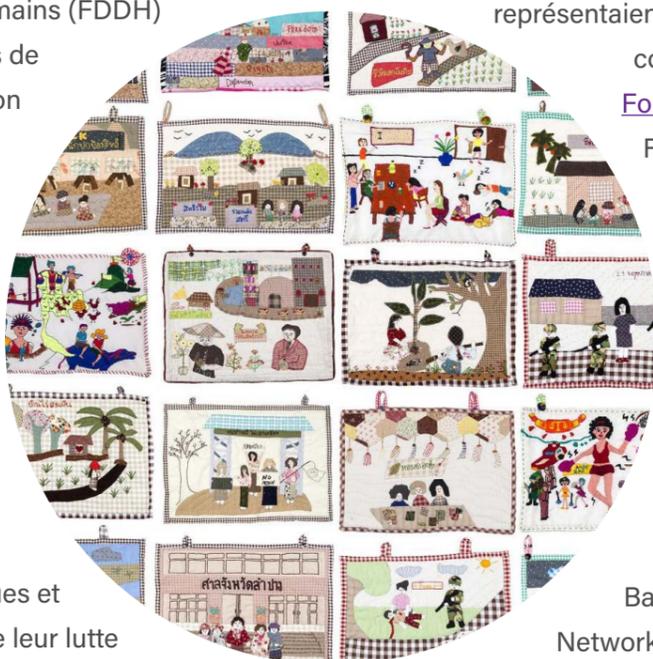
L'ART COMME RÉSISTANCE - FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS ET PATCHWORKS COUSUS MAIN

#ArtForResistance

En Thaïlande, la défense des droits est une lutte commune dans laquelle hommes et femmes se mobilisent pour protéger leur environnement, leur territoire et leur communauté. Les femmes défenseuses des droits humains (FDDH) thaïlandaises sont victimes de violence et de discrimination systématiques en raison de leur genre, ainsi que de leur lutte acharnée pour la défense des droits, l'égalité et la justice. Entre 2014 et 2017, au moins 170 FDDH rurales ou issues de communautés ont été la cible de harcèlement judiciaire (d'acteurs étatiques et non étatiques) en raison de leur lutte pour l'environnement, le droit à la terre et un accès équitable aux ressources naturelles.

Dans le cadre de son soutien aux FDDH issues de communautés en Thaïlande, Protection International, ensemble avec [le Fonds canadien d'Initiatives Locales \(FCIL\)](#), ont créé un espace afin que 20 FDDH puissent **raconter leur histoire, apprendre les unes des autres et tisser des liens entre elles par la fabrication collective de patchworks cousus main.**

Inspirée par les « arpilleurs » (patchworks colorés en trois dimensions, symbole de protestation dans les zones rurales de la cordillère des Andes en Amérique Latine), « l'opération patchwork » a permis aux défenseuses d'échanger sur les luttes auxquelles elles, leurs familles et leurs communautés font face.



Étant donné que la création de patchworks est un processus créatif, riche de traditions, les femmes ont pu laisser libre cours à leurs idées et inspiration, créant des liens entre leurs communautés respectives et imaginant ensemble d'impressionnants designs de patchwork. Les FDDH qui ont participé au projet représentaient leurs organisations et leurs collectifs, tels que la [EmPower Fondation](#), la Southern Peasant Federation of Thailand (SPFT, « Fédération des paysans du sud de la Thaïlande »), [la Commission nationale des droits de l'homme de Thaïlande](#), le groupe Save Lahu, le groupe environnemental Rak Ban Heang, le groupe environnemental Khon Rak Ban Kerd, le Esan Land Reform Network et le groupe Rak Nam Oum.

Luke Duggleby, un photographe britannique basé à Bangkok que Protection International avait précédemment commissionné pour les campagnes [For Those Who Died Trying](#) et [#SidebySideWHRDsDiary2018](#), a reflété cette initiative grâce à son projet [Quilts of Resistance](#) (« Les patchworks de la résistance »). Luke Duggleby dépeint chacune des 20 défenseuses dans une photo percutante qui illustre le point de vue unique que les FDDH thaïlandaises apportent à la défense des droits humains. Lors de la Journée internationale des femmes défenseuses des droits humains 2018, Protection International [a présenté ces patchworks lors d'un événement spécial à Bangkok](#), ensemble avec l'ambassadeur du Canada en Thaïlande et les 20 femmes défenseuses thaïlandaises.

PRÉVENIR LES MENACES À LA SÉCURITÉ NUMÉRIQUE CONTRE LES DÉFENSEUR·E·S AU CAMBODGE

Entre novembre et décembre 2018, Protection International a collaboré avec l'ONG [Equitable Cambodia \(EC\)](#) pour remédier aux **lacunes en matière de sécurité numérique qui exposaient le travail de défense des droits humains d'EC à des menaces et des attaques numériques.**

Avant de faire appel à PI, Equitable Cambodia avait déjà fait face à de graves incidents de sécurité externes, tels que le piratage de leur blog et la menace de confiscation de matériels informatiques après la fermeture de l'organisation par le gouvernement cambodgien. De plus, l'environnement de travail pour la défense des droits humains étant de plus en plus instable, la nécessité d'améliorer les pratiques de sécurité numérique était évidente.

Une **intervention de six jours auprès du personnel d'EC** a eu lieu dans le but de **déployer, mettre à niveau et configurer le système informatique local d'EC**. Cette formation a été suivie par **une formation de deux jours sur la sécurité numérique**

avec le personnel d'EC, visant à améliorer leurs compétences et leurs connaissances en matière de sécurité numérique. Au total, une trentaine de défenseur·e·s des droits humains a bénéficié d'une formation et de travaux pratiques visant à améliorer la sécurité en ligne et hors-ligne concernant le stockage de données, l'usage des smartphones, la navigation sur Internet, l'anonymat et la sécurité des communications.

Avec l'aide de PI, Equitable Cambodia poursuit le processus de déploiement de terminaux sécurisés, ainsi que l'ajout d'outils collaboratifs liés au chiffrement du courrier électronique, processus initié lors des ateliers de renforcements des capacités.



អង្គការ សមធម៌កម្ពុជា
equitable cambodia

À PROPOS D'EQUITABLE CAMBODIA

Fondée en 2012, EC milite pour la protection et la défense du droit au logement, du droit à la terre et l'accès aux ressources naturelles au Cambodge par le biais de travaux de recherche, l'organisation de campagnes de sensibilisation au niveau national et international et la création de coalitions et d'organisations communautaires. EC s'efforce de transformer les pratiques en matière de développement économique et foncier du pays en un modèle qui respecte et protège les droits fondamentaux du peuple cambodgien.



FOR THOSE WHO DIED TRYING : UN ALBUM MUSICAL À LA MÉMOIRE DES DÉFENSEUR·E·S DES DROITS HUMAINS THAÏLANDAIS·E·S

En 2018, une nouvelle contribution artistique au projet « [For Those Who Died Trying](#) » (« Pour ceux qui ont péri en essayant »), projet développé par Protection International et le photographe [Luke Duggleby](#) en hommage aux luttes des défenseur·e·s des droits humains en Thaïlande. Sous la forme d'un essai photographique, le projet cherche initialement à rendre hommage à **ceux qui sont morts pour la défense des droits humains et la protection de l'environnement en Thaïlande.**

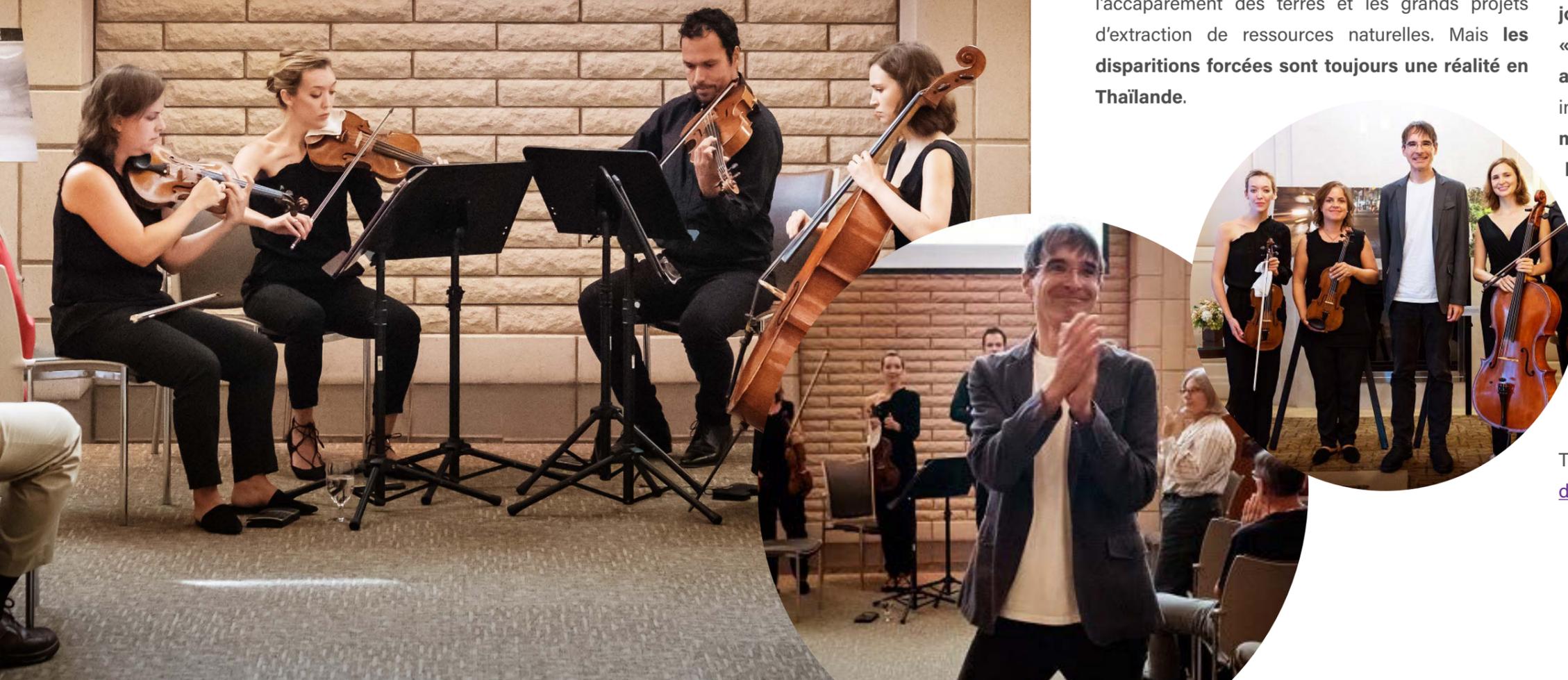
Frank Horvat, compositeur canadien de musique classique, décrit **l'émotion immense qu'il ressentie en voyant pour la première fois les photographies des défenseur·e·s thaïlandais** disparus ou décédés présentés au sein de l'exposition-photo de Luke Duggleby. De nombreux F/DDH thaïlandais·e·s continuent aujourd'hui à lutter et protéger leur environnement et leurs communautés contre le dumping économique illégal, la déforestation, l'accaparement des terres et les grands projets d'extraction de ressources naturelles. Mais **les disparitions forcées sont toujours une réalité en Thaïlande.**

Au-delà de l'émotion brute, la réponse de Frank Horvat était également artistique, se manifestant dans un album musical pour quatuor à cordes.

Frank Horvat a composé l'album « **For Those Who Died Trying** », **d'une durée de 70 minutes et divisé en 35 mouvements**, chacun étant basé sur une des photos du projet photographique de Luke Duggleby. Interprété par le groupe new-yorkais Mivos Quartet, chaque mouvement de l'album est joué en utilisant uniquement les lettres musicales trouvées dans les noms de chaque F/DDH thaïlandais·e·s disparu·e·s ou décédé·e·s - implantant ainsi son ADN musical unique dans chaque morceau. Les médias nationaux et internationaux ont couvert le premier concert mondial qui s'est tenu à Toronto en août 2018.

Après son lancement, l'album s'est mué en une campagne internationale, [#music4HRDs](#) (« Musique pour les F/DDH »), soutenue par de **nombreux musiciens de musique classique autour du globe jouant les différents mouvements du projet musical « For Those Who Died Trying » et sensibilisant ainsi sur le sort des F/DDH en Thaïlande.** Cette initiative est **la première campagne qui unifie la musique et le travail des défenseur·e·s des droits humains.** À ce jour, **49 quatuors à cordes du monde entier** ont rejoint la campagne en publiant des vidéos de leurs interprétations de mouvements particuliers de l'album de Horvat. Le nombre de quatuors participant à cette initiative ne cesse d'augmenter, toutes les vidéos pouvant être visionnées en ligne sur [www.music4hrds.com](#).

En octobre 2018, Protection International [a fait voyager](#) l'exposition-photo « For Those Who Died Trying » au [Sommet mondial des défenseur·e·s des droits humains](#) à Paris.





AFRIQUE

FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: UNE ÉTUDE DE CAS

En République démocratique du Congo (RD Congo), de nombreux défis rendent le travail des défenseur·e·s des droits humains de plus en plus dangereux et instable, et la situation des femmes défenseures des droits humains (FDDH) mérite de ce fait une attention particulière. **Les FDDH sont en effet exposées à des menaces, attaques et formes de criminalisation liées au genre qui en font un groupe extrêmement vulnérable**, aux besoins très spécifiques en matière de sécurité et de protection.

Afin de mieux répondre à cette situation, Protection International a mené fin 2018 **une étude préliminaire pour analyser et mieux comprendre les risques et les besoins spécifiques des femmes défenseures des droits humains** dans les régions du Nord et du Sud-Kivu de la RD Congo.

Au cours du développement de l'étude, **222 défenseur·e·s**, dont 138 femmes défenseures, ont été interrogé·e·s dans le cadre de 20 groupes de discussion et de 23 entretiens individuels. Les participants à l'étude étaient des membres d'organisations de défenseur·e·s locales et internationales, d'organisations de la société civile et d'autorités politiques et administratives en charge des questions de protection des citoyens.

En analysant plusieurs indicateurs qui jouent un rôle clé dans la protection des femmes défenseur·e·s, les équipes de PI en RDC ont pu **examiner les outils internes existants et définir les lacunes afin d'adapter leur soutien aux besoins spécifiques des FDDH**.

Selon l'étude, **les femmes défenseures font face non seulement à des problèmes de sécurité en lien avec leur intégrité physique et psychologique** (par exemple, le harcèlement sexuel ou la discrimination liée aux rôles traditionnels des hommes et des femmes), mais **elles doivent également faire face à des inégalités qui ont des racines structurelles**, comme le fait d'être moins nombreuses, d'occuper rarement des postes à responsabilité dans les organisations, ou leur présence très limitée au sein des organisations de la société civile et des institutions publiques.

Grâce à cette étude, PI a pu évaluer les points forts et les limites de son soutien aux défenseur·e·s des droits humains en RD Congo et, par conséquent, **élaborer des programmes adaptés et éclairés répondant aux réalités des défenseur·e·s travaillant dans le pays**.



GESTION DE LA SÉCURITÉ POUR UNE PROTECTION À LONG TERME EN AFRIQUE DU SUD

La question du droit à la terre et du droit au logement est une question épineuse en Afrique du Sud. C'est dans ce contexte qu'un certain nombre de mouvements locaux se sont développés, militant en faveur des personnes défavorisées, des sans-abri et des personnes vivant dans des abris de fortune.

L'équipe de PI Kenya s'est rendue en Afrique du Sud en 2018 pour effectuer une évaluation des besoins et une formation sur la gestion de la sécurité pour les défenseur·e·s des droits humains d'une organisation locale de défense du droit à la terre et du droit au logement.

Les défenseur·e·s de ces mouvements locaux se heurtent régulièrement aux menaces et aux risques sécuritaires perpétrés par de nombreux responsables, y compris les forces étatiques. Ceci crée un environnement qui peut nuire à la stabilité du mouvement et de ses membres.

Dans ce contexte, l'équipe de PI Kenya a consacré deux journées à l'évaluation des besoins, en examinant l'environnement, les activités et les processus de l'organisation. La formation à la gestion de la sécurité a été donnée aux **dix défenseur·e·s des droits humains les plus à risque de l'organisation**, incluant aussi des hommes que des femmes défenseur·e·s. Lors des différentes sessions, les défenseur·e·s ont reçu des instructions concernant différents thèmes tels que la sécurité numérique, l'analyse contextuelle des risques et des menaces, les méthodes d'analyse des parties prenantes, ainsi que la gestion de la sécurité physique. Les formations se sont concentrées à la fois sur une approche individuelle et collective, avec une deuxième phase de formation qui a eu lieu 6 semaines plus tard.

Le plan de sécurité qui en a résulté, élaboré par les défenseur·e·s eux-mêmes, a montré une compréhension et une reconnaissance approfondies des risques et des menaces auxquels ils et elles sont confronté·e·s, et malgré la réapparition des menaces traumatisantes à leur rencontre, les défenseur·e·s ont mis à profit les compétences et outils qu'ils et elles avaient acquis. Les résultats les plus notables ont été **la création d'un comité de sécurité** et le déménagement du siège de l'organisation dans des locaux plus sûrs.



INTRODUCTION À LA SÉCURITÉ NUMÉRIQUE POUR LA FONDATION PANZI EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Fondée en 1992 par le Docteur Denis Mukwege, gynécologue congolais de renommée mondiale et lauréat du prix Nobel de la paix 2018, **la Fondation Panzi** a pour objectif de financer et de mettre en œuvre des programmes destinés aux victimes de violences sexuelles ainsi que plus largement à la population congolaise.

Travaillant en étroite collaboration avec l'hôpital Panzi, le personnel de la Fondation est **exposé à des risques élevés en raison de la nature de son travail**. Non seulement leurs missions sur le terrain couvrent des zones avec une très forte présence de groupes armés, mais leurs activités impliquent également de gérer des cas très sensibles d'individus victimes de violence sexuelle, dans un contexte d'impunité rampante.

« Quand on défend les droits des autres, il faut être capable de se protéger. C'est ce que nous faisons avec Protection International. »⁶

Dr. Denis Mukwege

En octobre 2018, le Dr. Denis Mukwege a reçu **le prix Nobel de la paix** pour sa grande contribution aux droits des femmes et à la promotion de la paix.

A cela s'ajoute le fait que Dr. Mukwege soutient de nombreux mouvements pro-démocratie dans le pays et qu'il continue à adopter une position ferme à l'égard des autorités. Au cours des dernières années, il a été la cible de menaces et d'attaques quotidiennes, notamment d'une tentative de meurtre en octobre 2012.

En réponse à ce contexte de plus en plus dangereux, Protection International a organisé en septembre 2018 une formation d'initiation à la sécurité numérique avec le personnel de la Fondation Panzi, l'objectif étant **d'améliorer la sensibilisation à la sécurité numérique et un renforcement des capacités**. 20 membres du personnel de la Fondation ont pu discuter et appliquer des mesures de sécurité numérique, telles que le cryptage ou la création de mots de passe sécurisés, et se familiariser avec les solutions de communication sécurisées.

Suite à la formation, **la sécurité numérique est désormais prise en compte très sérieusement à la fois lors de la planification et du déploiement des activités par la Fondation Panzi**. Les communications Internet sécurisées et les logiciels de protection des données sont désormais des aspects hautement prioritaires pour la Fondation. Dans cette optique, Protection International et la Fondation Panzi vont poursuivre leur partenariat jusqu'en 2019 dans le but d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances en matière de sécurité numérique.

(6) Comme cité par le Dr Denis Mukwege lors de la table ronde en 2017 organisée par Protection International à Bruxelles.



LA LUTTE CONTINUE POUR LA LIBÉRATION DE GERMAIN RUKUKI AU BURUNDI

Le 26 avril 2018, **Germain Rukuki**, un défenseur des droits humains burundais, a été condamné par la Haute Cour de Ntahangwa au Burundi à **32 ans de prison**, une peine sans précédent pour un défenseur des droits humains dans le pays. Son crime : travailler avec ACAT-Burundi, une organisation de défense des droits humains fermée par le gouvernement en 2016.

La décision du tribunal d'imposer un verdict si sévère à Germain Rukuki est un déni de justice notable et son cas est un exemple emblématique de la tentative délibérée et continue du gouvernement du Burundi de réduire les défenseur-e-s des droits humains au silence dans tout le pays depuis 2015.

Dès l'arrestation de Germain au petit matin du 13 juillet 2017 à Bujumbura, Protection International a publié plusieurs déclarations, appels urgents et campagnes de solidarité mondiale pour sensibiliser le public à cette affaire et envoyer à Germain des messages d'espoir et de soutien.

Parmi les autres exemples de criminalisation systématique des défenseur-e-s des droits humains au Burundi, il y a également la condamnation à 10 ans de prison d'Aimé Constant Gatore, Marius Nizigama et Emmanuel Nshimirimana membres de l'organisation de défense des droits humains PARCEM (le 8 mars 2018); la condamnation à 5 ans de prison de Nestor Nibitanga de l'organisation de défense des droits humains APRODH (le 13 août 2018); et l'enlèvement de Marie-Claudette Kwizera, ancienne trésorière de la ligue ITEKA (en décembre 2015).

En 2018 en particulier, PI a continué de **travailler en étroite collaboration avec des partenaires et des organisations nationales, régionaux et internationaux aux vues similaires pour appeler la communauté diplomatique à agir pour la libération de Germain**, y compris, entre autres, les Nations unies

(ONU), l'Union européenne (UE) ou la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), notamment en publiant cinq **déclarations publiques**, en envoyant des lettres et des briefings à la communauté internationale et en organisant des réunions bilatérales avec des diplomates clés de l'UE et des Nations unies.

Dans son **rapport** publié en septembre 2018, la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi a souligné que le procès de Germain était **inéquitable et s'inscrivait dans une série d'attaques systématiques dirigées contre des défenseur-e-s des droits humains**.

Une procédure truffée d'irrégularités judiciaires

Germain a d'abord été détenu par le Service national de renseignements, puis transféré à la prison de Ngozi, où il est toujours incarcéré arbitrairement.

Lors de la première audience en février 2018, après une phase d'instruction longue de six mois, trois autres motifs d'inculpations ont été ajoutés aux deux motifs d'inculpations initiaux présentés en août 2017. Début avril 2018, Germain comparait devant le tribunal pour la deuxième fois et le 26 avril 2018, il est condamné à 32 ans de prison pour « rébellion », « atteinte à la sûreté de l'État », « participation à un mouvement insurrectionnel » et « agression du chef de l'État », malgré l'absence totale de preuves concrètes présentées par l'accusation lors du procès.

Libération sous caution pour raisons médicales et humanitaires

En juin 2018, Germain subit une opération à l'hôpital de Ngozi après s'être fracturé la cheville en prison. 7 jours plus tard, il est transféré à la prison de Ngozi alors que son état de santé reste critique. Le 26 juin, **il demande à être libéré sous caution pour des raisons médicales et humanitaires. Aucune réponse à ce sujet ne lui a été donnée à ce jour.**

La procédure en appel et la suite de l'affaire

Le 29 mai 2018, Germain Rukuki a fait appel de sa condamnation. Le 26 novembre, après une attente de six mois, son audience en appel a lieu devant la cour d'appel de Bujumbura, mais aucune décision n'est finalement rendue après le délai légal de trente jours. En mars 2019, il est annoncé que son dossier judiciaire a été perdu.



FREE GERMAIN RUKUKI



Vous pouvez rejoindre la **campagne mondiale de PI demandant la libération de Germain** en publiant sur les réseaux sociaux un message de solidarité et en utilisant le hashtag #Rukuki.

En 2018, PI a continué à soutenir les défenseur-e-s burundais vivant en exil, avec plus de vingt défenseur-e-s des droits humains et organisations burundaises bénéficiant d'ateliers de renforcement des capacités sur la sécurité physique et numérique.

AMÉRIQUE CENTRALE & AMÉRIQUE DU SUD



« SOMOS COMO TÚ » : CES INVISIBLES QUI SE BATTENT POUR LEURS TERRES ET LA VIE EN COLOMBIE

Situées dans la région de Magdalena Medio en Colombie, les communautés paysannes d'El Guayabo, de Bella Unión, de Nueva Esperanza, de Las Pavas et d'El Garzal ont été durement touchées par le conflit armé. Avec plus de 20 ans de combat pour leurs terres, et subissant plus de 300 attaques, notamment des évictions forcées ainsi que le déplacement et la destruction de leurs cultures, chaque jour, ils continuent de lutter pour protéger leur droit à la terre et obtenir la propriété légale de leurs territoires.

Pour Protection International et son partenaire [Pensamiento y Acción Social](#) (PAS), soutenir ces communautés impliquait de briser leur isolement et de lutter contre les stéréotypes discriminatoires promus par les acteurs publics, économiques et les médias. C'est ainsi qu'ils ont conçu, avec l'artiste espagnol [Ze Carrión](#), la campagne « [Somos Como Tú](#) » (« Nous sommes comme toi »).

Cette campagne avait pour but de **donner une voix aux cinq communautés de la région de Magdalena Medio et de sensibiliser l'opinion publique à leur situation ainsi que leurs difficultés**, qui reflètent celles de milliers d'autres communautés à travers le monde. L'initiative avait un double objectif : premièrement, le fait de peindre et visualiser leur propre histoire et leur mémoire collective

rassemblait les communautés autour d'un projet commun qui, pour une fois, ne les opposerait pas à un ennemi, mais leur apporterait plutôt espoir et force. Ensuite, ces histoires visuelles étaient partagées avec le monde extérieur.

Ze Carrión, peintre et graffeur, a passé deux mois au sein des cinq communautés. Tous les habitants des communautés se sont réunis pour partager leurs histoires, leurs visions, leurs rêves et leurs espoirs. Par le biais d'ateliers d'art organisés par Ze, ils ont pu peindre et s'exprimer sur des toiles, qu'ils ont même parfois brodées. Ze Carrión a également créé ses propres toiles et peint les murs de maisons des communautés, transformant ainsi leur environnement en une œuvre d'art. Les graffitis ont été utilisés comme un moyen de relier les réalités urbaines et rurales.

LES DÉFENSEUR·E·S DES DROITS HUMAINS EN COLOMBIE : IGNORÉS ET RÉPRIMÉS

En 2018, 155 défenseur·e·s des droits humains ont été tués en Colombie⁷. Les attaques, les menaces, la criminalisation et la diffamation font partie de la vie quotidienne des F/DDH colombiens. La situation est encore plus complexe dans les zones rurales en raison des conditions d'exclusion, d'abandon et d'absence de l'État dans la plupart des campagnes colombiennes. Les seules mesures adoptées par le gouvernement pour protéger les communautés rurales - qui consistent à fournir des téléphones portables, des gilets pare-balles et des véhicules blindés - témoignent de l'indifférence des autorités publiques à l'égard de ces communautés, qui sont finalement invisibles. Lorsque les communautés défendent leurs droits, elles sont accusées d'être des terroristes, des guérilleros et des criminels afin de justifier la répression et les attaques à leur encontre.

(7) Tel que rapporté par [Programa Somos Defensores](#) dans son [rapport annuel 2018](#).

Le projet «Somos Como Tú » a finalement cherché à montrer les souffrances, les luttes, les désirs et les espoirs des peuples, des paysans et des défenseur·e·s des droits humains, qui s'efforcent de protéger leur territoire afin de vivre dignement. Cela a montré leurs désirs d'avenir meilleur autant que leur lutte pour la paix et la quiétude de ces territoires.

En décembre 2018, PI a présenté cette initiative lors du [Sommet mondial des défenseur·e·s des droits humains](#) à Paris sous la forme d'une [exposition photographique](#).



DÉFENDRE LE DROIT À LA TERRE : DES DÉFENSEUR·E·S AUTOCHTONES GUATÉMALTÈQUES RENCONTRENT DES DÉCIDEURS EUROPÉENS

Dans le cadre d'un projet commun avec l'ONG [Farmamundi](#) et [l'Agence catalane pour la coopération au développement](#), Protection International a accompagné deux femmes défenseures des droits humains représentant deux communautés autochtones guatémaltèques lors d'un tour de plaidoyer de trois semaines en Europe.

L'objectif : **défendre leur droit à la terre et ceux de leurs communautés** sur les territoires de San Pablo (département de San Marcos) et d'Ixquisis (département de Huehuetenango) au Guatemala.

La situation défavorable des défenseur·e·s des droits humains au Guatemala exige des réponses interinstitutionnelles et à plusieurs niveaux local, national et régional, et le développement d'actions de plaidoyer également au niveau international. Dans ce cadre, le tour de plaidoyer de 2018 de deux défenseures guatémaltèques originaires des territoires de San Pablo et Ixquisis s'est déroulé en

Espagne, en Belgique et en Allemagne, et comprenait des réunions avec des organisations de la société civile, telles qu'[Amnesty International](#) et [Front Line Defenders](#), ainsi qu'avec des

décideurs politiques clés travaillant aux niveaux national et international,

tels que au sein du Service européen pour l'Action Extérieure (SEAE) et le Ministère allemand des Affaires Étrangères.

À chaque réunion, les deux défenseures ont expliqué aux différents acteurs en quoi des projets

d'extraction développés sur leurs territoires violaient la

législation nationale, étant donné qu'ils avaient été décidés sans consultation préalable, libre et informée des communautés locales, comme le prévoit la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

À l'instar de nombreuses communautés paysannes et autochtones du Guatemala, San Pablo et Ixquisis sont devenues les victimes de l'impact dévastateur des projets d'extraction mis en œuvre sur leurs terres. Depuis plus de dix ans, les membres de ces communautés subissent les conséquences de la construction de projets hydroélectriques, menés par des sociétés privées avec le soutien des autorités nationales et d'institutions financières internationales. L'impact environnemental inclut la pollution des rivières, l'abattage d'arbres et la destruction de collines, et a de très graves répercussions sur les vies des communautés.



Elles ont tout particulièrement expliqué la manière dont les membres de la plupart de ces sociétés transnationales **mènent des campagnes de diffamation et de criminalisation** visant à stigmatiser et délégitimer les revendications de leurs communautés.

En reconnaissance de leur travail de défense du droit à la terre et au territoire, la Résistance pacifique de la microrégion d'Ixquisis, qui regroupe 12 communautés autochtones, a reçu [le prix Front Line Defenders pour les Amériques](#) en mai 2018.



Au Parlement européen : continuer à surveiller les violations des droits humains au Guatemala et créer des espaces de discussion donnant une visibilité à la situation des défenseur-e-s dans le pays.

Aux États membres de l'Union Européenne : mettre fin au financement public présumé de projets d'extraction dans les communautés de San Pablo et d'Ixquisis.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS PRÉSENTÉES AUX DIFFÉRENTES INSTITUTIONS EUROPÉENNES:

À toutes les missions diplomatiques : effectuer une visite de terrain dans les communautés de San Pablo et d'Ixquisis afin que les instances internationales soient tenues au courant de la situation sur ces territoires.



BÂTIR DES PONTS POUR UNE MEILLEURE PROTECTION DES DÉFENSEUR-E-S DES DROITS HUMAINS : MISSION INTERNATIONALE D'OBSERVATION À CAUCA, EN COLOMBIE

Principalement habitée par des peuples d'ascendance africaine et des peuples autochtones, **la côte pacifique du département du Cauca en Colombie** est l'une des régions les plus meurtrières pour les défenseur-e-s des droits humains du pays. Pour la seule année 2018, 28 défenseur-e-s ont été tué-e-s dans la région, soit une augmentation de 55,5 % par rapport à l'année précédente⁸.

Protection International et son partenaire [Pensamiento y Acción Social](#) (PAS) accompagnent de longue date les F/DDH dans la région, soutenant leur lutte pour le droit à la terre et leurs efforts pour faire reconnaître leurs autorités ancestrales et ethniques par le gouvernement colombien. Dans le cadre de ce soutien, **une mission d'observation internationale sur la situation des défenseur-e-s des droits humains et des dirigeants sociaux de la côte pacifique du Cauca** s'est déroulée en septembre 2018. La mission a été convoquée par PI et PAS, conjointement avec l'organisation populaire [COCOAUCA](#)⁹, qui coordonne les conseils communautaires et les organisations ethno-territoriales de la région.

Deux objectifs étaient au cœur de cette mission. Le premier consistait à observer **la situation des défenseur-e-s des droits humains et des organisations ethno-territoriales** dans la région, notamment après le développement de nouveaux conflits à la suite de l'accord de paix de 2016.

Le second consistait à **plaider en faveur de réponses concrètes, documentées et efficaces en matière de protection devant les autorités locales, régionales et nationales.**

Treize missions diplomatiques ont participé à la visite sur le terrain, y compris la délégation de l'Union européenne, les ambassades d'Allemagne, de Norvège, d'Italie, d'Espagne, de France, du Royaume-Uni, de Finlande, de Suède, de Belgique et des Pays-Bas, la mission de vérification des Nations unies en Colombie (« UN Verification Mission in Colombia ») et la mission d'appui au processus de paix en Colombie de l'Organisation des États américains (OEA).



(8) Tel que rapporté par [Programa Somos Defensores](#) dans son [rapport annuel 2018](#).

(9) En espagnol, l'acronyme COCOAUCA correspond à « Coordinación de Consejos Comunitarios y Organizaciones de Base del Pueblo Negro de la Costa Pacífica del Cauca ».

Tout au long du développement de la mission, les délégués ont pu **entendre les voix, les demandes et les propositions** des conseils communautaires, des associations autochtones, des organisations ethno-territoriales et d'un groupe démobilisé d'anciens combattants des FARC. Les membres des communautés ont évoqué **la stigmatisation, les déplacements forcés, les attaques, les meurtres et les risques qui pèsent sur leurs territoires**, qui proviennent notamment de cultures illicites, de mines illégales, de la pêche industrielle, parmi tant d'autres facteurs.

Le succès de la mission découle de la large présence de la communauté diplomatique et du climat de confiance qui a entouré les dialogues entre les membres de la mission et les représentants des communautés. À la fin de la visite, les leaders sociaux ont salué le fait que le vaste programme de la mission reflétait l'ampleur des risques auxquels les F/DDH font face en Colombie. Selon leurs propres mots, ils ont estimé que la communauté internationale était en mesure de reconnaître directement ce qui leur arrivait et ce qui les rendait dignes de recevoir le soutien international qu'ils demandaient.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS TRANSMISES PAR PI ET PAS AUX AUTORITÉS LOCALES

Ouvrir un espace de dialogue municipal qui doit inclure les conseils communautaires, les autorités autochtones et les organisations ethno-territoriales, ainsi que la communauté internationale.

Développer des campagnes luttant contre la stigmatisation qui pèse à la fois sur le conseil communautaire et les communautés ethno-territoriales.

Reconnaître les autorités ethniques comme défenseur-e-s des droits humains, sensibiliser le public au droit de défendre les droits humains et au besoin de recevoir la protection nécessaire de la part du gouvernement colombien.



RAPPORT FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTAT CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018 (€)

Revenus

Revenus - de Base

| | |
|----------------------------------|------------------|
| Agences gouvernementales | 727 535 |
| Trusts et fondations | 759 099 |
| Autres revenus | 34 257 |
| Total des revenus de base | 1 520 891 |

Revenus - Affectés

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Agences gouvernementales | 981 233 |
| Trusts et fondations | 382 667 |
| Total des revenus affectés | 1 363 900 |

Revenu total

2 884 791

Coûts

| | |
|--|-----------|
| Frais de personnel et frais connexes | 1 588 579 |
| Coûts opérationnels | 727 910 |
| Frais d'exploitation, administratifs et financiers | 332 395 |
| Gouvernance et Développement organisationnel | 141 591 |

Total des Coûts

2 790 474

Bénéfices pour l'année

94 316

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018 (€)

Actif

| | |
|---|-----------|
| Actifs immobilisés | 16 957 |
| Disponibilités et équivalents | 1 229 155 |
| Créances | 109 558 |
| Charges reportées | - |
| Subventions à recevoir - Gouvernementales | 141 392 |
| Subventions à recevoir - Non Gouvernementales | 42 711 |

Total Actifs

1 539 773

Passif

Dettes et Engagements

| | |
|------------------------------------|----------------|
| Engagements à court terme | 174 788 |
| Provisions | - |
| Subventions reportées | 786 579 |
| Total Dettes et Engagements | 961 368 |

Réserves

| | |
|-----------------------------------|----------------|
| Fonds affectés pour passif social | 87 262 |
| Fonds de réserve | 491 145 |
| Total Réserves | 578 407 |

Total Passif

1 539 775

SUPPORTERS ET AMIS

MERCI!

NOS DONATEURS ET PARTENAIRES



SIGRID RAUSING TRUST

